

Renaissance Capital, architecte de la privatisation d'Onatel Burundi

Jeune Afrique, 23/05/2011 La banque d'affaires qui a fait fortune en Russie vient d'être sélectionnée pour mener à terme un processus de privatisation lancé en 2009. Une nouvelle étape vient d'être franchie dans la privatisation de l'Office national des télécommunications (Onatel) du Burundi. Lancé en 2009, l'opération était depuis en suspens, malgré un enjeu de taille : donner à cette entreprise publique leader de la téléphonie fixe tout son dynamisme dans le mobile, un marché en plein essor.

En 2010, selon les chiffres du régulateur national cités par Reuters, le nombre de clients pour le mobile a progressé de 55 %, atteignant près de 1,6 million. Le taux de 21 % d'abonnés dans la population laissant entrevoir une importante marge de progression. Cinq opérateurs sont réellement actifs dans le sans-fil : U-Com, Africell, Econet Burundi, Lacell et Onatel Mobile (Onamob). Détenu par l'Égyptien Orascom Telecom, U-Com est le leader, avec une part de marché d'environ 68 % selon le cabinet d'études Informa Telecom & Media. Loin devant l'opérateur public Onatel, qui détient moins de 10 % du marché. Premier gros contrat africain soutenu depuis 2010 par la Banque mondiale, la cession rentre désormais dans une nouvelle étape. À l'issue d'un appel d'offres lancé mi-2010, et dont les résultats viennent d'être dévoilés, Renaissance Capital a été sélectionnée pour conseiller financièrement et mener à son terme la privatisation de la banque d'affaires, qui a fait fortune en Russie et opère depuis plusieurs années en Afrique subsaharienne, a nettement devancé le français BNP Paribas et l'émirati Millennium Finance Corporation, avant de battre dans la dernière ligne droite (l'offre financière) Linkstone Capital. Ce dernier avait pourtant son actif plusieurs opérations de privatisation, dont celle de la Sotelma au Mali. Très présente dans les opérations boursières africaines, à la fois en tant que courtier mais aussi en tant que conseil en levée de fonds, Renaissance Capital décroche ainsi ce qui est sans doute son premier gros contrat africain en matière de conseil financier dans les télécoms. En charge pour ses équipes de mener la privatisation d'ici à la fin de l'année. Comptant parmi les dernières opérations de privatisation en Afrique dans le secteur des télécoms, la cession d'Onatel Burundi ne déclenche certainement pas l'enthousiasme des investisseurs. « C'est un petit marché, qui pourrait intéresser un opérateur important disposant d'implantations dans des pays voisins comme la RD Congo, le Rwanda ou la Tanzanie, explique Thecla Mbongue, analyste senior chez Informa Telecoms & Media. Mais les niveaux de revenus très bas de la population ainsi que la faible densité hors de la capitale Bujumbura seront des défis majeurs. »